

## **MOUVEMENTS PAYSANS ET CHANGEMENT POLITIQUE EN CHINE DURANT LA PREMIERE MOITIE DU XXe SIECLE**

L'expérience de la Chine au XXe siècle recèle un paradoxe :

- la Chine a connu un changement politique majeur, l'une des plus grandes révolutions de l'histoire. Souvent baptisée paysanne, cette révolution a triomphé grâce à la mobilisation de millions de paysans. Avant le démarrage de l'entreprise révolutionnaire, les révoltes paysannes dites « spontanées » étaient déjà endémiques en Chine.
- la plupart de ces révoltes étaient aisément et rapidement réprimées. La conscience de classe, que les révolutionnaires supposent vive et répandue parmi les « masses paysannes », se discerne rarement chez les paysans rebelles eux-mêmes. De surcroît, certaines révoltes paysannes entravent la modernisation d'un pays arriéré. Or, le retard de la Chine est la cause première de la révolution ; le combler demeure l'objectif primordial d'une révolution revenue de ses rêves.

Pour rendre compte de ce paradoxe, examinons d'abord le mouvement social proprement dit, ensuite la manière dont le changement politique a été obtenu.

### **LE MOUVEMENT PAYSAN**

C'est l'historiographie communiste qui a forgé l'expression de « mouvement paysan spontané » (*zifaxing nongmin yundong*), afin de distinguer ce dernier du mouvement paysan dirigé par le parti communiste. Certes, aucun mouvement n'est entièrement spontané, tous exigent un minimum de concertation et de préparation. Interprétons la formule consacrée comme désignant les mouvements déclenchés et conduits par les villageois, sans intervention extérieure : celle du Parti ou d'autres intellectuels progressistes ou révolutionnaires, voire d'autres organisations politiques, tel le Guomindang (Parti nationaliste), qui utilisa les Unions paysannes pour conquérir le pouvoir avant de s'en défendre pour le maintenir.

Même s'il n'a pas fait l'histoire, le mouvement paysan « spontané » était omniprésent dans la Chine de la première moitié du XXe siècle. Au terme d'un recensement qui a au mieux écremé les événements les plus accessibles au chercheur, j'ai relevé quelque 3.500 incidents, en moyenne soixante-dix pour chaque année du demi-siècle. Mon échantillon ne peut de surcroît être tenu pour représentatif. Ni dans le temps : les dernières années de l'Empire d'une part (1906-1911), la décennie de Nankin (1927-1937) d'autre part sont beaucoup mieux connues que

toutes les autres périodes. Ni dans l'espace : j'ai relevé beaucoup plus d'incidents dans le Jiangnan (l'arrière-pays de Shanghai, jusqu'à Nankin à l'ouest et Hangzhou au sud) que dans le reste du pays. Plus développée que les autres, cette région a été depuis plusieurs siècles plus familière aux chercheurs et partant plus étudiée. A l'époque qui nous intéresse, elle était en outre plus accessible aux reporters des grands journaux de Shanghai et mieux couverte par les enquêtes administratives, surtout lorsque le gouvernement avait son siège à Nankin.

Sans illusions excessives, je ferai quant même état de mes chiffres, mais ne m'y tiendrai pas.

### 1.- Moins une menace qu'un signe.

Pour les autorités en place (de la Cour impériale au gouvernement nationaliste de Chiang Kai-shek en passant par le moindre seigneur de la guerre), les innombrables révoltes et émeutes paysannes ne représentent pas une menace sérieuse, tout au plus le signe d'un mécontentement assez général parmi la majorité paysanne du pays. Nul doute que ce mécontentement ait été largement justifié, mais ce n'est pas le sujet de cette présentation, seulement son présumé implicite.

La force quasi unique des paysans révoltés, c'est leur nombre. L'attaque surprise de centaines, voire de milliers de paysans contre les collecteurs d'impôt, voire une petite garnison, a de bonnes chances d'être initialement victorieuse. Dès que les renforts arrivent, les troupes villageoises sont débordées ou se dispersent. Leurs armes habituelles, ce sont d'abord les outils agricoles, puis des piques, des poignards et de la paille pour dormir devant le *yamen* (résidence officielle) du sous-préfet ou pour y mettre le feu. A l'occasion complété par quelques fusils de chasse, cet attirail comporte dans des cas tout à fait exceptionnels un canon de fabrication locale. Les révoltes les mieux armées sont celles qui réussissent dès les premiers accrochages à s'emparer de l'armement des forces de l'ordre.

Certains rebelles paysans préfèrent jeter, détruire ou brûler les armes prises à l'ennemi. En 1928, les membres d'une « Fraternité bouddhiste des soldats sacrés de la voie vertueuse » tendent une embuscade en pleine gorge du Yangzi (Yangtsekiang) à quelque huit cents traînards d'une armée de seigneur de la guerre. Ils les massacrent jusqu'au dernier, puis réduisent en pièces leurs fusils avant de lancer les morceaux dans le fleuve : « Voilà plus de quinze ans, explique leur chef, que notre pays souffre du fléau des armes et munitions étrangères. Nous étions plus heureux sous l'Empire quand nous n'avions jamais vu le bout d'un fusil. Dans notre armée sacrée, nous n'utilisons que des épées et des lances, à l'exception de quelques fusils pour donner le signal d'alerte » (USDS : 893.00/9870, dépêche du 10 mars 1928).

Certes, ces « soldats sacrés » (*shen bing*) ne sont pas représentatifs des paysans révoltés : d'autres raffolent des armes à feu. Typiques ou non, presque tous sont indisciplinés et leur stratégie est en général déficiente ou inexistante. Souvent, des paysans affamés pillent le stock de riz du propriétaire foncier et laissent fuir ce dernier, qui réapparaît un moment plus tard à la tête d'une milice. Plus commun encore, l'incendie systématique d'édifices publics et de résidences de propriétaires, sans attaque préalable de la troupe ou de la police. Les émeutiers de Yangzhong (Jiangsu) emploient toute la journée du 4 octobre 1932 à incendier dix heures durant sept maisons distantes les unes des autres, laissant aux autorités locales le temps de préparer leur contre-attaque. Lorsque le lendemain les émeutiers entreprennent d'attaquer la sous-préfecture, ils ne l'atteignent même pas : les troupes sont prêtes et tuent au premier coup de feu quatre rebelles (Dai Wen 1957 ; *AT*, vol. 3, section 2, p. 67 ; Bianco et Chevrier 1985, pp. 157-79).

De nombreuses émeutes éclatent tout d'un coup, à la suite d'un –nième abus ou d'une –nième extorsion qui met le feu aux poudres. Ou bien la colère a conduit les paysans à commettre un acte qui ne leur sera pas pardonné : mieux vaut alors prendre les devants qu'attendre la répression. C'est ce qui s'est produit en 1925 à Hengxiang (Jiangsu) : une nouvelle taxe sur les porcs et porcelets indigné tellement les éleveurs qu'ils mettent le feu à l'école des riches. A la suite de quoi leur leader respecté, Yu le taoïste, se borne à constater : « nous avons attiré sur nos têtes un grand malheur, mieux vaut nous préparer avant que la troupe vienne incendier notre village » (Jiang Zhiliang 1988). Ils se révoltent donc et le sage Yu sera exécuté.

Une minorité de révoltes sont cependant mieux préparées et conduites. Elles sont précédées d'une réunion au temple du village, de préférence de nuit afin de ne pas alerter les autorités. Il arrive aussi que les villageois prétextent une représentation théâtrale ou une fête religieuse pour se rassembler, puis marcher sur la sous-préfecture (1).

Les incidents qui éclatent dans des villages voisins sont rarement coordonnés. On relève néanmoins un effet d'entraînement : un pillage peut déclencher un autre pillage dans une localité voisine, elle aussi affamée. Pour coordonner des émeutes isolées, le mieux est de s'appuyer sur des associations regroupant plusieurs villages. La seule qui soit assez répandue, la Ligue de Villages (*Lianzhuanghui*), est une organisation quasi officielle, non l'instrument d'une quelconque agitation paysanne. Elle vise à protéger les villages des raids de brigands. Généralement contrôlée par les propriétaires fonciers, qui ont plus de biens à sauvegarder, elle recrute la plupart de ses membres dans la milice locale, organisation entièrement officielle. Rien n'empêche cependant les Ligues de villages de passer de la défense des habitants contre les

(1)La sous-préfecture (*xian* en chinois) est l'unité administrative de base en Chine. On en compte un peu plus de 2 000 dans le pays. Chacune d'elles est en fait aussi peuplée qu'un département français moyen.

bandits à celle des contribuables contre le fisc. On note donc ça et là des heurts entre Ligues et police ou troupe, qui impliquent parfois des effectifs considérables.(2)

Les seules organisations capables de rassembler encore plus de combattants villageois que les Ligues sont les sectes religieuses et les sociétés secrètes. De nombreux reportages contemporains identifient même carrément mouvements paysans et rébellions animées par les sectes ou les sociétés secrètes, car les révoltes qu'elles déclenchent sont plus importantes et retiennent davantage l'attention que les menus incidents qui forment l'essentiel de mon échantillon.

Sectes et sociétés secrètes sont encore plus fréquemment contrôlées par les notables que les Ligues de Villages. Elles ont même parfois la charge de percevoir diverses taxes et dans certaines sous-préfectures de la province du Sichuan le sous-préfet à peine nommé doit faire sa première visite de courtoisie au chef local de la secte des Paoge (Frères vêtus d'une longue robe). Cela n'empêche pas les Paoge de contrôler maint trafic illégal, à commencer par celui de l'opium.

Une organisation qui évoque par certains côtés la mafia sicilienne ne constitue pas l'instrument idéal de résistance à l'exploitation et l'oppression. Les villageois pâtissent fréquemment du racket des sociétés secrètes, de leurs rivalités intestines qui provoquent parfois des conflits sanglants et de l'ambition incontrôlable de chefs que leurs succès rendent ambitieux. « Incontrôlable », c'est précisément l'épithète qui définit le mieux cet instrument d'autodéfense pour les villageois : il finit par attirer sur leur tête autant et plus de calamités que celles dont il était censé les protéger.

C'est néanmoins cet instrument incontrôlable qui permet de lancer les insurrections de plus grande envergure. Ainsi la secte Tongshanshe (Association de la bonté universelle) déclenche à l'automne 1942 la très importante révolte du Guizhou oriental. Elle coordonne la préparation de sept soulèvements quasi simultanés, qui rassemblent 7 000 combattants dans quatre sous-préfectures différentes (voilà donc un mouvement qui n'a rien de spontané !). Au cours des mois qui suivent, la révolte s'étend à quatorze sous-préfectures et finit par rassembler plus de vingt mille combattants, avant d'être vaincue en juin 1943. L'unique révolte « spontanée » plus importante se déroule à la même époque : dans le sud du Gansu de décembre 1942 à juillet 1943. Elle mobilise entre 70 000 et 80 000 hommes, paysans pour la plupart, et provoque une bonne centaine de batailles et d'escarmouches dans vingt sous-préfectures

(2) Une Ligue rassemble 48 villages dans la sous-préfecture de Xian Xian (province du Hebei) en septembre 1937 (Zhang et Wang, 1993, p. 493), une autre 70 villages à l'est d'Anyang, dans le Henan (*Anyang XZ*, 1990, p. 38). Une Ligue rassemble des dizaines de milliers de combattants à Laiyang (Shandong) en 1910 (Prazniak, 1999, p. 51), une autre trente mille à Shanhaiguan (Hebei) en 1992 (*Qinghuangdao WSZL*, vol. 1, 1987, p. 109).

différentes. Ce qui rattache ces deux révoltes d'envergure exceptionnelle au mouvement paysan « spontané », c'est le caractère classique des griefs des rebelles : lourdeur de l'impôt, corruption de l'administration, conscription et brutalité de l'armée, interdiction de cultiver le pavot. A quoi s'ajoute, dans ces régions périphériques, l'oppression des minorités nationales.

Ces deux révoltes simultanées sont des exceptions à la règle : avec ou sans la participation de sectes religieuses ou de sociétés secrètes, la quasi totalité des incidents sont vite et aisément réprimés : le mouvement paysan spontané est aussi faible qu'endémique.

## **2.- Faible conscience de classe.**

C'est surtout dans cette seconde section que je vais recourir aux chiffres. Ils sont aussi éloquents que peu crédibles : une fois prise la précaution élémentaire de les tenir pour des ordres de grandeur très approximatifs, ils demeurent significatifs.

Premier exemple, le plus flagrant : j'ai recensé sept fois plus d'émeutes antifiscales (1 140 : cf. T.1 p. 6) que d'émeutes dirigées par des fermiers et des métayers contre la rente foncière (154). A supposer que la résistance antifiscale n'ait en réalité provoqué que quatre à cinq fois plus d'incidents que la résistance au fermage au lieu de sept, une telle proportion suffirait encore à illustrer le contraste entre deux catégories de mouvements dont l'une rassemble des contribuables possesseurs de leur champ et l'autre regroupe des pauvres contraints de louer le champ d'autrui pour survivre.

De surcroît, mon échantillon risque d'amplifier la représentation de la résistance au fermage. D'une part, il exploite assez largement des enquêtes réalisées dans les années 1930 par des reporters et chercheurs de gauche et des compilations publiées en Chine populaire : deux catégories de sources enclines à faire de l'opposition entre fermiers et propriétaires fonciers le conflit social fondamental. D'autre part, comme je l'ai dit, j'ai disposé de données particulièrement abondantes sur le Jiangnan, seule région de Chine où les actions de fermiers réalisent un score honorable. La résistance à la rente foncière est en effet un phénomène très localisé : moins du cinquième des 154 incidents nationaux ont éclaté hors du Jiangsu et au Zhejiang, les deux provinces qui abritent le Jiangnan (3). La résistance antifiscale est en revanche partout présente et partout prédominante. La plupart des villageois ont tendance à considérer qu'elle est l'affaire de tous, alors qu'ils ne voient dans la résistance à la rente qu'un

(3) Le Jiangnan correspond au sud de la province du Jiangsu et au nord de la province du Zhejiang. La catégorie de sources où j'ai trouvé le plus grand nombre d'incidents (les monographies locales *xianzhi*, abrégées en *XZ*) illustre le contraste entre le Jiangnan et le reste de la Chine. Kunshan, sous-préfecture du Jiangnan oriental, à 50km de Shanghai, compte 7 incidents de résistance au fermage sur 14 incidents de toute nature mentionnés in *Kanshan XZ*. En revanche, j'ai trouvé mention d'une seule émeute de fermier dans 27 *XZ* du Sichuan, qui mentionnent 103 incidents de nature diverse, et aucune dans 32 *XZ* du Guangdong (sur un total de 52 incidents).

**TABLEAU 1 : CATEGORIES DE TROUBLES RURAUX.**

Nombre d'incidents

**I.- Mouvements antifiscaux.**

Résistance à			
- l'impôt foncier	689		
- gabelle	236		
- impôt sur le pavot	51		
- taxes sur bétail et abattage du bétail	45		
- taxes sur alcool et tabacs	29		
- taxes sur poissons et pêche	16		
- divers	74		
	<i>Total intermédiaire</i>		1 140

**II.- Mouvements dirigés contre l'administration.**

A.- Transition avec I			
1. Résistance à la corvée	47		
2. Contre la Nouvelle Politique (fisc et administration)	<u>163</u>		
<u>Total de A.</u>		210	
B.- Mouvements non fiscaux			
1. contre l'éradication de l'opium	149		
2. contre l'administration civile	135		
3. contre la conscription et l'armée	<u>306</u>		
<u>Total de B</u>		590	
	<i>Total intermédiaire</i>		800

**III.- Mouvements sociaux (à l'intérieur de la société).**

A.- Verticaux (sociaux proprement dits)			
1. Pillages et émeutes de subsistance	802		
2. Résistance au fermage	154		
3. Autres mouvements sociaux	<u>59</u>		
<u>Total de A</u>		1 015	
B.- Horizontaux ( <i>xiedou</i> )		380	
	<i>Total intermédiaire</i>		1 395

**IV.- Autres**

A. <i>Baohuang</i> et <i>naohuang</i>	17		
B. Mixtes et complexes	90		
C. Sectes et sociétés secrètes	<u>133</u>		
	<i>Total intermédiaire</i>	240	

**Total général** **3 575**

Source : Bianco-Hua, 2005. Critique des données in *ibid.*, pp. 127-29..

conflit catégoriel. Une minorité d'émeutes antifiscales opposent, certes, une majorité de pauvres à une poignée de riches, généralement combattus non en tant que riches, mais parce que, détenteurs d'une parcelle d'autorité locale, ils ont pris sur eux d'établir de nouvelles taxes, légales ou illégales. Dans la plupart des cas, la résistance antifiscale est au contraire déclenchée et dirigée par les propriétaires fonciers ou des cultivateurs prospères.

Très minoritaire (4,3% des incidents du T. 1), la résistance au fermage n'est certes pas la seule qui puisse se targuer d'un contenu social (au sens étroit de : pauvres contre riches). Sous la rubrique III 1 (mouvements sociaux verticaux) du T. 1, pillages et émeutes de subsistance réalisent un score impressionnant, le second après celui de la résistance antifiscale. Ce score est cependant trompeur. Il rassemble moins de soixante-dix émeutes parmi une énorme majorité d'incidents de pillage, qu'il m'a fallu estimer : ce sont les seuls incidents du Tableau qui n'aient pas été recensés un à un. Les sources ne permettent pas, en effet, de dénombrer les pillages, incidents élémentaires qui rassemblent un très petit nombre de participants, ne durent que quelques heures et font peu de dégâts (porte de grenier enfoncée, vitrine de la boutique de riz brisée), encore moins de blessés. Devant des indications du style « pillages répétés (ou quotidiens) dans telle localité » ou « les pauvres ont mangé à plusieurs reprises chez les riches », je me suis résigné à affecter un chiffre à ces indications qualitatives, de façon à intégrer les pillages dans le tableau. Fréquents en période de disette ou de famine, les pillages expriment rarement une vive hostilité à l'égard du détenteur de vivres : on pille son riz parce qu'il faut nourrir sa famille, mais on pille aussi bien le chaland qui passe, le boutiquier ou le grenier public approvisionné par les autorités en prévision des moments difficiles.

En dehors des pillages et de la résistance à la rente, très peu d'incidents révèlent un contenu de classe notable. Comme pour les émeutes antifiscales dirigées contre une poignée de riches qui ont réussi à monopoliser l'établissement et la collecte des taxes, des propriétaires fonciers cibles d'autres mouvements sociaux le sont en tant qu'« hommes forts » ou « tyrans locaux », qui oppriment plus qu'ils n'exploitent. La terminologie ne s'y trompe pas, qui range ces mouvements sous la rubrique *kang bao* (résistance à l'oppression) ou *fankang baozheng* (résistance à la tyrannie).

Au maximum une dizaine d'incidents sur les 3 500 de mon échantillon opposent les villageois à des riches en tant que tels ou à des sociétés capitalistes. Beaucoup plus frappante est l'absence quasi totale de grèves d'ouvriers agricoles et de violences perpétrées par les débiteurs à l'encontre de leurs créanciers. Au pis, le débiteur insolvable se suicide devant la porte d'un créancier intraitable : Shylock y perd la face, sa victime la vie. Or, on compte autant de débiteurs aux abois que de fermiers et métayers dans un village chinois et, si les ouvriers agricoles ne

représentent guère qu'un dixième du total (car trop pauvres pour se marier, la plupart n'ont aucune descendance), ils sont de loin les plus pauvres. Voilà donc deux questions sociales, l'une massive, l'autre aiguë, qui ne suscitent aucun mouvement social d'envergure.

Restent enfin tous les mouvements « spontanés » qui n'expriment pas un contenu social plus net que la résistance des contribuables tout en étant plus nombreux que les émeutes de fermiers. En premier lieu, les *xiedou*, que j'ai d'abord baptisés « mouvements horizontaux » avant de me résigner à les affubler de leur nom chinois, car leur définition est aussi vague que leur incidence commune : ils opposent un ou des lignages ou clans contre un ou des lignages ou clans voisins, parfois aussi un segment de lignage contre un autre, un village ou un canton contre un autre. Ces mini-guerres entre collectivités voisines ne sont pas seulement fréquentes (au troisième rang dans mon échantillon, loin derrière les émeutes antifiscales et les pillages), elles sont en outre plus acharnées et meurtrières que la quasi totalité des autres incidents que j'ai répertoriés.

Par définition, un *xiedou* n'oppose pas les riches aux pauvres, mais deux communautés comportant chacune leur lot habituel de riches (une poignée) et de pauvres. Il arrive certes que les riches et les puissants tirent les ficelles et que les conflits entre villages ou clans voisins soient en réalité déclenchés afin de défendre les intérêts ou l'honneur des « grandes familles » (*da hu*) de l'un et l'autre camps. En outre, quelques *xiedou* opposent des réfugiés affamés à la collectivité plus prospère qui les héberge de mauvais gré. D'autres, un peu moins rares, sont déclenchés par un clan faible qui tente de résister aux empiètements d'un voisin prospère et envahissant. Dans tous ces cas, très minoritaires, on peut assigner un contenu social à ces guerres entre lignages et villages. Beaucoup plus nombreux sont les *xiedou* où les pauvres de chaque camp, solidaires de « leurs » riches, combattent allègrement l'ennemi héréditaire. Encore plus nombreux, les *xiedou* évités grâce à l'intercession des familles dominantes, des lettrés ou d'autres membres de l'élite rurale obstinés à prévenir le conflit meurtrier que la moindre querelle risque de susciter... ou de rallumer, car le souvenir pieusement entretenu des conflits passés attire la haine entre « étrangers » nés de part et d'autre d'une rivière ou d'une colline. Les pauvres déclenchent même certains *xiedou* contre l'avis explicite des notables. Ils rétorquent alors au lettré qui tente de les dissuader : « nous sommes prêts à sacrifier nos vies pour le bien commun et ne vous demandons pas d'exposer la vôtre. Vous n'avez donc pas le droit de nous retenir » (Hu Hsien-chin, 1948, pp. 115-16).

En dehors des *xiedou*, toutes sortes de conflits aussi ou plus nombreux que les émeutes de fermiers ne prennent qu'exceptionnellement les riches pour cibles. La cible habituelle, c'est l'administration, civile ou militaire. L'une et l'autre sont impliquées dans la résistance au service



militaire, très répandue durant la Seconde Guerre mondiale (*infra* § 3). D'autres mouvements visent seulement l'armée, ses réquisitions variées et ses violences. Les réquisitions de grains, de fermage, de bétail, de bois, d'huile, de sel et de coolies pour transporter toutes ces contributions, l'équipement des soldats et les marchandises dont les officiers font la contrebande (4) provoquent une vive résistance. Retenons seulement l'attaque de 3 000 Piques Jaunes (*Huangqianghui*) contre une unité de l'armée stationnée à Tianhekou, aux confins des provinces du Hubei et du Henan (juin 1944). Les assaillants tuent vingt-cinq soldats, l'armée incendie en réponse quarante villages, massacre ou blesse un millier de villageois (He Chengjun, 1986, pp. 466-71 et *passim*: Hu Jianguo, 1995, pp. 3 et 6 ; *Suizhou Shi WSZL*, vol. 1, 1988, pp. 454, 461 et 463). Les violences de la soldatesque sont courantes. Mentionnons à nouveau un seul épisode : au terme d'une orgie de pillages, enlèvements pour rançons, torture et viols, 2 500 *bingfei* (« soldats-bandits ») sont encerclés par les villageois de Longtian (Fujian) en décembre 1931. Après en avoir massacré une bonne moitié, les paysans n'acceptent de se disperser qu'en prenant connaissance de l'ordre de transfert des *bingfei* dans un district voisin (USDS : 893 00/11815 et 11837 ; 893.00 PR Foochow/48 et 49).

Pas plus que les *xiedou*, les attaques contre l'armée n'opposent les pauvres aux riches. Elles rassemblent la quasi unanimité de la population locale contre les abus ou les exigences de la soldatesque. On peut en dire presque autant de la résistance à l'impôt sur le sel, seconde cause de résistance antifiscale après l'impôt foncier. L'énormité de la taxe entretient la contrebande, pourchassée par les *yanjing* (« policiers du sel ») et *yanbing* (« soldats du sel »), aussi haïs que les gabelous dans la France de Louis XIV. Sous la République, l'administration de la gabelle se modernise. La répression devient donc plus efficace et les petits producteurs de sel de contrebande réagissent avec une violence désespérée à la saisie et à la destruction de leurs stocks. Sur un ancien lit du Fleuve Jaune, aux confins des provinces du Hebei, du Henan et du Shandong, gratter la terre saline assure depuis des générations le gagne-pain de villageois qui tirent de trop maigres récoltes d'un sol peu propice à la culture. Les heurts entre gabelous et fabricants de sel de contrebande s'y multiplient dans les années 1930 (Thaxton 1997, pp. 45 et 77-79 ; Ding Changying éd., 1990, pp. 277-78). Aucun de ces incidents ne revêt cependant l'ampleur et le caractère meurtrier de la révolte survenue plus au sud (à Daishan, dans l'archipel des Zhoushan, au large de Ningbo) en juillet 1936. Elle rassemble saliniers et pêcheurs, unis contre l'inquisition fiscale. L'énorme différence de prix entre sel alimentaire et sel (beaucoup moins lourdement taxé) employé à la salaison des poissons incite l'administration à faire teindre

(4) Précisons que l'inflation « weimarienne » des années 1940 réduit tellement leur salaire que les rares officiers honnêtes ne parviennent plus à nourrir leur famille.

en rouge le sel destiné aux pêcheurs, afin de les empêcher d'en revendre une partie. Les pêcheurs se plaignent de ne plus trouver d'acheteur pour un poisson qui a pris la couleur du sel. Plusieurs remises en cause d'autres privilèges accordés tant aux vendeurs (saliniers) qu'aux acheteurs (pêcheurs) de sel de salaison entraînent pétitions et manifestations. Une répression brutale déclenche une attaque en règle contre police et gabelous, allègrement massacrés. A son tour, la police pourchasse et mitraille les chalutiers en pleine mer (Meng Yu 1936 ; Sheng Dan 1936 ; *Ningbo ribao*, 16, 22 au 28 juillet 1936).

L'impôt sur l'opium provoque beaucoup moins d'incidents que la gabelle, mais une au moins des révoltes de cultivateurs de pavot dure plus longtemps, réunit plus de combattants et fait plus de morts que la révolte de Daishan (5). La résistance non pas à la taxe sur l'opium, mais à l'interdiction de le cultiver et de le vendre, provoque un bien plus grand nombre d'accrochages. Ces heurts sont, en outre, plus souvent meurtriers. Presque aussi violente et fréquente, la résistance aux ultimes réformes de l'Empire (1901-1911) suscite plus d'incidents en dix ans que la résistance à la rente foncière en un demi-siècle. Tant cette dernière catégorie d'émeutes que la résistance à l'éradication du pavot sont brièvement analysées dans la section suivante, car elles soulèvent un autre problème.

### **3.- Le mouvement « spontané » entrave parfois la modernisation.**

Commençons par la résistance aux réformes, les plus ambitieuses qu'ait jamais entreprises la dynastie. Entre 1905 et 1911, les villageois incendient ou détruisent un grand nombre d'écoles nouvelles (*xin xue*), dont le curriculum inspiré d'Occident (mathématiques, géographie, histoire, anglais) réduit la part des Classiques confucéens. Ils mettent également le feu aux maisons d'instituteurs et des directeurs d'école, ainsi qu'aux bureaux d'éducation. Les commissariats de police fournissent une seconde cible, l'administration locale « autonome » une troisième. L'autonomie locale est en effet une autre nouveauté introduite par les réformes de la fin de l'Empire, de même que l'établissement d'une police et d'une armée moderne. Le coût de ces réformes représente une première raison du mécontentement des villageois : il paient un surcroît d'impôt pour les financer et n'en profitent pas ou presque pas. La plupart des écoles nouvelles sont établies en ville et celles qu'on installe à la campagne sont fréquentées par les fils de propriétaires fonciers et de paysans riches. C'est de même l'élite rurale traditionnelle qui accapare les postes de l'administration autonome, après quoi elle s'empresse de lever de nouveaux impôts locaux pour financer ses projets et payer les prébendiers issus de ses rangs.

(5) A Su Xian et Lingbi (Anhui) en 1932. Je lui ai consacré un chapitre entier de *Peasants Without the Party...* (2001), pp. 76-100.

Voilà qui confère une certaine coloration sociale à la résistance villageoise aux réformes. Ce n'est pas le cas des autres motifs de mécontentement. Ecoles nouvelles et bureaux de l'administration autonome sont assez souvent installés dans les temples. Le revenu des terres (claniques ou villageoises) affectées à l'entretien de ces temples finance parfois les salaires des enseignants ou des autres fonctionnaires. On a donc encore affaire à un prélèvement déguisé, mais pas seulement : iconoclastes, les nouveaux occupants détruisent maintes statues de bouddhas. Que les calamités naturelles récurrentes frappent, comme c'est le cas en 1910, et les villageois incriminent le sacrilège et la colère des dieux. La plupart d'entre eux se méfient de surcroît de l'enseignement dispensé dans les écoles nouvelles, qu'ils baptisent « écoles étrangères » (*yang xue*). Ces divers motifs ont tous concouru à déclencher l'unique exemple retenu : l'émeute de Yixian, dans le Zhili (aujourd'hui Hebei, près de Pékin) en juillet 1910 (*DFZZ*, vol. 7 n° 8, sept. 1910, pp. 18071-72 ; Prazniak 1999, p. 117-18 ; *Zhongguodiyi lishi dang'an guan...* 1985, pp. 102-03).

En cette même année 1910, une nouvelle entreprise suscite l'ire des villageois : un recensement. Perçue comme le prélude à la levée d'une capitation, la pose de plaques sur les portes des maisons afin de les dénombrer suscite de nombreuses révoltes (6), mais l'inquiétude fiscale ne joue cette fois qu'un rôle accessoire. Selon certaines rumeurs, les maisons recensées seront livrées aux étrangers et leurs résidents convertis de force au christianisme. D'autres rumeurs sont plus angoissantes : résidents vendus aux étrangers et leurs corps utilisés pour construire des digues; noms des personnes recensées fixés sur les traverses des chemins de fer, de sorte que ces personnes mourront au premier passage d'un train. Comme la Grande Peur en France, les rumeurs se multiplient en période d'accidents climatiques (inondation du Yangzi en 1910) et de disette. Les émeutiers kidnappent ou blessent les recenseurs, presque tous des instituteurs, et mettent à nouveau le feu à leurs maisons et aux écoles, symboles de la modernité menaçante.

Les occupations de temples se poursuivent sous la République et suscitent désormais un plus grand nombre de destructions d'idoles : hostile à la tradition et aux superstitions, le renouveau culturel du Quatre Mai (1919) fabrique des milliers d'iconoclastes militants. Ces sacrilèges, de même que l'interruption de processions religieuses, provoquent à nouveau nombre de révoltes rurales. Les plus tragiques sont liées à l'interdiction des prières pour la pluie,

(6) Deux exemples pris dans le même mois (août 1910) et la même province (Guangdong) : les sanglantes émeutes de Dabu (*DFZZ*, vol. 7 n° 8, p. 18064) et Lian Xian (*DFZZ* vol. 7, n° 10, pp. 18478-79 ; Prazniak 1999, ch. 5 ; *Shenbao*, 4 octobre, 12 nov. et 14 déc. 1910 ; Zhang et Ding, n° 50, 1983, p. 105).

responsable de trois émeutes (en 1928 , 1936 et 1941) dans une seule sous-préfecture du Sichuan (*Shehong XZ*, 1990, pp. 6, 653 et 660). Dans la province côtière du Zhejiang durant la terrible sécheresse de l'été 1934, le sous-préfet de Chongde fait massacrer des villageois qui prient pour la venue de la pluie (*Shen bao*, 16 août 1934, p. 9) et les paysans de Yuyao frappent à mort un directeur d'école qui tentait seulement de les dissuader de prier, puis jettent son cadavre défiguré dans une rivière (*ibid.*, p. 11). Les autorités manifestent assez souvent une grande insensibilité dans leurs campagnes d'éradication des superstitions. Promouvoir ces campagnes est en outre moins urgent que d'autres réformes modernisatrices, sauf lorsque les autorités s'efforcent de prévenir les suicides par noyade dans l'étang où est censé résider le dragon dispensateur de pluie : ces victimes expiatoires espèrent apaiser son courroux et dispenser enfin l'averse salvatrice.

Moins tragique, mais aussi nécessaire, est la révision du cadastre. L'abîme entre la répartition des propriétés foncières sur les registres du fisc et la réalité entraîne un énorme manque à gagner pour le trésor public et des iniquités flagrantes parmi les contribuables. Quand la révision est menée à bien, chacun y trouve son compte, le trésor et les contribuables, à l'exception des propriétaires d'immenses étendues de « terres noires » (*heitian*) non imposées. L'ennui est que ces révisions n'aboutissent presque jamais, à cause de l'opposition de tous les contribuables, grands et petits, car chacun redoute la découverte de sa parcelle de « terre noire ». En octobre 1932, l'arpentage des champs, première étape de la mise à jour du cadastre, provoque une émeute sanglante à Jiangdu, près de la célèbre cité de Yangzhou, dans le Jiangsu (7). A la suite de cette émeute et de dizaines d'autres, les autorités dénoncent la « stupidité » de contribuables hostiles à une réforme dont ils bénéficieraient. Souvent, ce sont les grands propriétaires, champions de l'évasion fiscale, qui incitent la masse des petits à se révolter.

Ce n'est pas le cas lors de la résistance à la modernisation de la sériciculture entreprise par le gouvernement nationaliste en 1933. Entre 1928 et 1933, les exportations chinoises de soie chutent des deux tiers, en partie parce que la crise mondiale frappe en priorité les produits de luxe et que la soie artificielle concurrence la soie naturelle. Les exportations chinoises sont cependant beaucoup plus durement frappées que celles des autres pays, à commencer par celles du Japon, qui produit depuis le début du siècle une soie de meilleure qualité à meilleur marché. Les autorités nationalistes envoient donc une mission d'experts au Japon. Ils en reviennent en préconisant, entre autres mesures, la diffusion d'une nouvelle variété de vers à soie. Réticents,

(7) Les sources abondent sur cette importante affaire : Cf. Bianco-Hua 2005, p. 303

les éleveurs préfèrent continuer d'utiliser les vers à soie élevés à domicile, qui ne leur coûtent rien. Lorsque les autorités entreprennent de collecter et détruire ces espèces locales, qui transmettent les maladies, causent de lourdes pertes et fabriquent des cocons de qualité inégale, les éleveurs saccagent les stations expérimentales productrices d'œufs de meilleure qualité. De semblables émeutes se reproduisent dans cinq sous-préfectures du Zhejiang, au cœur et à la périphérie de la principale zone séricicole du pays (8).

Les cultivateurs de pavot ont, eux, de bonnes raisons de résister aux campagnes d'éradication poursuivies avec détermination durant les cinq dernières années de l'Empire (1906-1911), avec intermittence ensuite. Car c'est leur gagne-pain que la police ou la troupe arrache, un gagne-pain jusqu'alors légal. Ils cachent le pavot au milieu d'autres plantes : si l'éradication est effective, ils se rabattront sur les autres cultures. Dans le cas contraire, ils arracheront ces dernières comme autant de mauvaises herbes. Ou ils plantent le pavot dans des coins reculés de montagne, qui risquent moins d'être inspectés. Ou ils versent des pots-de-vin aux fonctionnaires ou aux militaires. Dans mainte région du Sichuan durant la seconde guerre mondiale, l'éradication du pavot est une farce bien orchestrée. Dûment entretenus au cours de banquets couronnés de cadeaux, soldats et policiers frappent mollement les tiges, pour permettre au cultivateur de les redresser intactes. Dans le cas contraire ils les abattent et c'en est fini de la précieuse récolte (Chen Yaolun 1963, pp. 176-77). Une récolte qui rapporte d'ordinaire quatre à six fois plus que la moisson de riz ou de blé.

C'est lorsque les équipes d'éradication s'en prennent au pavot presque mûr que la résistance des cultivateurs risque de se faire violente. Ou encore lorsqu'ils ont en vain graissé la patte des autorités, d'abord conciliantes, puis soudain plus strictes. Cela se produit lorsque le fonctionnaire corrompu est muté ailleurs ou qu'il est obligé de changer de politique sur injonction de ses supérieurs. Un revirement de ce genre entraîne émeute et mort d'homme dans un village au nord de Lanzhou (Gansu) en 1910 (*DFZZ*, vol. 7 n° 6, juillet 1910, pp. 166-67 ; vol. 7, n° 11, décembre 1910, pp. 347-48) et des troubles plus graves et plus durables trois décennies plus tard (en 1942) à mille kilomètres plus au sud (à Liping, dans le Guizhou : *Liping XZ*, 1989, pp. 20-22).

Tout aussi compréhensible mais encore plus dommageable à la nation, la résistance au service militaire est si générale durant les huit années de guerre sino-japonaise (1937-1945) qu'elle aurait pour un temps supplanté la résistance antifiscale en tête de toutes les actions paysannes si l'une et l'autre n'étaient souvent liées. *Kangjuan kang ding* (résistons à l'impôt et à

(8) Ici encore les sources sont trop nombreuses pour être détaillées ici. Cf. Bianco-Hua, 2005, p. 393.

la conscription) est en effet le slogan le plus populaire au début des années 1940. Presque tous les conscrits sont des paysans, surtout des paysans pauvres. L'armée les enchaîne parfois les uns aux autres, de peur qu'ils ne s'enfuient. Il n'est pas rare que les sous-officiers les battent, voire les abattent s'ils n'avancent pas assez vite. Mal nourris, légèrement vêtus l'hiver, mal soignés, ils meurent plus souvent de maladie ou de blessures infectées que sous le feu de l'armée nipponne. Il n'est pas surprenant que nombre de jeunes villageois tentent d'échapper à l'enrôlement, de désertir ensuite. Un cas de désertion collective se clôt de façon tragique dans le sud de l'Anhui en septembre 1942. Comme d'habitude, une centaine de recrues dorment sur le sol nu. En pleine nuit, un conscrit balance de la craie sur les yeux de la sentinelle et crie aux autres de s'enfuir, ce qu'ils s'empressent de faire. Non familiers avec les lieux, une quarantaine de fuyards empruntent une ruelle qui débouche sur un étang. Ils se cachent sous les nénuphars, la maîtresse d'un officier les aperçoit, l'étang est mitraillé, on repêche le lendemain vingt-quatre cadavres (*Taihu WSZL*, vol. 1, 1985, pp. 34-36).

Les révoltes proprement dites sont nombreuses, en particulier au Sichuan, province qui fournit à elle seule trois millions de conscrits sur un total de quatorze à quinze millions mobilisés durant la guerre. En décembre 1938 à Zhongjiang, au nord-est de Chengdu, capitale du Sichuan, la résistance conjointe au service militaire et à l'impôt se solde par la mort d'une vingtaine de miliciens et fonctionnaires, et de plus d'une centaine d'émeutiers (Archives du Guomintang, Taipei : 493/160 ; *Zhongjiang WSZLXJ*, vol. 4, 1986, pp. 60-67).

Les jeunes villageois ont une raison supplémentaire de se soustraire au service militaire : leurs bras sont requis sur le lopin familial, à l'heure où l'enrôlement massif des hommes valides renchérit le coût de la main d'œuvre. Ce faisant, ils n'en freinent pas moins la reconstruction d'une armée décimée dès les premiers mois de guerre (bataille de Shanghai, d'août à novembre 1937). Et ils rendent encore plus difficile la résistance à l'envahisseur.

## **LE CHANGEMENT POLITIQUE**

C'est précisément à la faveur de la guerre sino-japonaise que les révolutionnaires ont conquis le pouvoir : grâce aux paysans, qui leur ont accordé un soutien moins chiche qu'au pouvoir en place ? Les intellectuels qui dirigeaient le parti communiste auraient été bien incapables de l'emporter sans leurs armées paysannes. Ce constat ne nous dispense pas d'examiner les relations entre paysans et communistes durant cette phase décisive (1937-1945). C'est plus facile aujourd'hui qu'il y a vingt ans, grâce à une série de monographies régionales consacrées aux enclaves communistes. A l'exception de la première, inspirée par les pages qui

précèdent et de mes propres recherches, les dix remarques qui suivent s'appuient sur cette récente génération de travaux, qui a fait entrer l'histoire de la révolution chinoise dans une phase nouvelle.

### **1- Défensive et particulariste, l'agitation rurale « spontanée » se situe aux antipodes de l'action révolutionnaire.**

En l'absence des révolutionnaires, le mouvement paysan « spontané » ou autonome nous est apparu comme non coordonné et mal équipé : signe du malaise rural plutôt que défi ou danger pour l'ordre établi. Il se réduit à une multitude d'actions locales de faible envergure, qui opposent moins souvent les pauvres aux riches que la quasi unanimité des villageois au fisc, à la soldatesque, aux bandits, voire à un village des environs. Si la conscience de classe n'est ni très vive ni très répandue parmi les paysans, la plupart d'entre eux ont en revanche conscience d'appartenir à une communauté locale, qu'ils sont prêts à protéger des attaques extérieures et même des simples intrusions et menaces : c'est un des rares atouts – ambivalents- que les communistes pourront exploiter contre l'occupant japonais

Autodéfense et particularisme vont de pair dans cette agitation rurale traditionnelle, qui se poursuit inchangée à l'heure où le PCC entreprend de mobiliser à d'autres fins une minorité (sociale et géographique) de paysans. En règle générale, les émeutiers, qu'on peut rarement appeler des rebelles ou des révoltés, visent tout au plus à redresser un tort, mettre fin à un abus local, combattre un empiètement sur leurs privilèges ancestraux. Ils ne prennent à peu près jamais les armes pour conquérir de nouveaux droits ou améliorer leur condition (pas ou très peu d'actions « proactives » selon Tilly), ils veulent seulement recouvrer ce qu'ils ont perdu. Loin d'attaquer le *statu quo* (un ordre établi dont ils sont les principales victimes), ils ne s'insurgent que pour le rétablir. Ou plus exactement pour le rétablir localement, car ils se soucient fort peu du sort de leurs “ frères ” étrangers à leur canton.

Cette autodéfense locale (protection d'un groupe) est fort éloignée de l'action révolutionnaire, qui implique une ambition globale (elle prétend résoudre le problème pour tous) et une stratégie offensive (la solution passe par la conquête du pouvoir). Certes, les communistes n'ont pas eu besoin de faire parcourir aux paysans cet immense trajet : la stratégie, ils s'en sont réservé le monopole. Ils se sont contentés de fabriquer à partir du matériau paysan la piétaille de la révolution. Ce n'était déjà pas une mince entreprise et ils l'ont accomplie au prix d'énormes difficultés, en tirant la leçon de déboires sans cesse renouvelés.

## **2.- Les masses sont « froides et réservées ».**

C'est Mao lui-même qui le constate sur la «Crête du Puits» (Jinggangshan), au tout début de l'épopée révolutionnaire en milieu rural. Six ans avant lui, le pionnier de la révolution agraire Peng Pai avait fait la même expérience dans les villages voisins de son bourg natal (Haifeng, dans le Guangdong). Il décrit en termes éloquents l'abîme entre les villageois et le révolutionnaire, qu'ils perçoivent comme un membre de l'élite dont il y a tout à redouter : les portes se ferment, les chiens aboient devant l'intrus, les villageois se détournent apeurés. Ils soupçonnent ce monsieur bien habillé d'être venu de la ville pour lever l'impôt ou se faire rembourser des dettes et se hâtent de déguerpir en s'excusant. Crainte et suspicion de l'étranger, telle est la réaction initiale des villageois, justifiée par une longue expérience.

Même fatalisme au début de la guerre sino-japonaise de la part des villageois du Jiangsu, persuadés de l'invulnérabilité des Japonais et donc opposés à toute résistance : « c'est comme frapper un chien avec une boulette de viande, ça ne sert à rien » (Benton, 1999, p. 322). Les mêmes craintes dissuadent les paysans non seulement de participer à la résistance anti-japonaise, mais parfois même d'accepter les avantages matériels octroyés par les communistes. Dans le soviet d'Eyuwan édifié aux confins des trois provinces du Hubei, du Henan et de l'Anhui, les paysans adjurent en 1932 les communistes d' "attendre que Hefei (capitale de l'Anhui) et Liu'an (une ville proche de la zone soviétique) soient conquises avant de redistribuer la terre " (Chang Kuo-t'ao 1972, v. 2, p. 290). Plus tard dans la région de Yan'an (Shaanxi), les paysans accueillent fraîchement les premières mesures de redistribution des terres, non seulement parce qu'ils sont sensibles aux arguments des propriétaires fonciers (les communistes tentent d'acheter votre soutien dans une guerre civile que le Guomindang peut fort bien gagner), mais aussi sous l'effet d'une soumission ancestrale, voire chez les plus vieux d'une compassion à l'égard des riches dépossédés de champs qu'ils ont mis si longtemps à amasser (Esherick 2000, p. 76). Dans la même région, maints paysans demeurent reconnaissants au plus grand propriétaire foncier du village de les avoir employés pendant la famine de 1929 pour un salaire de misère (la nourriture en échange d'une journée de travail), qui leur a évité de mourir de faim ou de fuir leur région : " des esclaves obéissants ", tranchent dépités les cadres communistes (*ibid.*, p. 63). La déférence à l'égard du propriétaire a beau dissimuler une tension cachée, des relations bilatérales se sont nouées, qui rendent beaucoup plus difficile aux communistes de mobiliser les paysans contre les propriétaires fonciers du village que contre les propriétaires absentéistes.

A s'en tenir à la première étape de leur combat, il semblerait que les communistes aient



été contraints de déclencher un mouvement paysan sans paysans (9). Heureusement pour eux, ils ont trouvé d'autres appuis au sein de la société rurale.

### **3.- Rôle décisif de l'élite culturelle et sociale.**

Tous les témoignages concordent, aussi bien pour la période héroïque des soviets ruraux que pour celle, bien plus fructueuse, de la résistance à l'invasion japonaise : c'est dans l'élite rurale ou plus exactement parmi ses rejetons instruits que se recrutent ceux qui fondent les premiers noyaux communistes à la campagne, et c'est elle qui fournit au mouvement ses adhérents les plus nombreux et les plus fervents. Dans le Jiangxi, qui incarne la phase paysanne de la révolution chinoise, le mouvement communiste est né dans les écoles des villes. Comme Mao, ces lycéens et étudiants peuvent être nés à la campagne, mais plus encore que Mao, ils sont fils de paysans riches ou de propriétaires fonciers (sinon, ils n'auraient pas pu faire d'études en ville) (Averill 1994). Plus tard au début de la guerre, les résistants de la première heure se recrutent de même parmi les intellectuels ruraux (instituteurs ou professeurs) et les étudiants revenus de la ville.

En second lieu, après les jeunes intellectuels résistants, les communistes cherchent à s'attirer les bonnes grâces disons pour aller vite de leurs parents : lettrés traditionnels et autres notables influents dans la société rurale. Loin de dresser les sacro-saintes masses rurales contre leurs exploiters, les communistes commencent par cultiver lesdits exploiters afin d'atteindre les masses par leur intermédiaire : les villageois sont plus dressés et disposés à suivre les principaux représentants de l'élite rurale traditionnelle qu'à se soulever contre eux. Comme ils ne peuvent mentionner aucun objectif de révolution sociale ni même de réforme agraire tant soit peu radicale et que les notables locaux et régionaux ne sont pas tous décidés à soutenir la résistance, les communistes usent de n'importe quel stratagème pour se les concilier : complicité littéraire et citations classiques, scolarité commune ou tout autre lien forgé pour les besoins de la cause : par exemple, l'adhésion à une même branche de société secrète ou une même secte religieuse (Benton 1999, chapitre 7).

Ne nous empressons pas de dénoncer leur duplicité : en utilisant (et étendant) leurs relations, ils se comportent selon les normes et habitudes inculquées dès l'enfance. Loin d'être un greffon exotique transplanté d'Europe et au service de l'URSS, comme l'assuraient ses détracteurs, le Parti est à sa manière un authentique rejeton de la terre chinoise. Etablir des liens de nature particulariste pour faire ses premiers pas dans le monde à la conquête du pouvoir ne lui

(9) Les masses paysannes sont pratiquement absentes de l'imposante étude de près de mille pages consacrée par Gregor Benton (1999) à la résistance communiste en Chine orientale entre 1938 et 1941

pose aucun problème moral : voilà un aspect négligé ou occulté de la fameuse sinisation du marxisme. Il nous incite à nous tourner vers l'anthropologie, loin de la traditionnelle analyse des classes et des luttes de classes que nous avons plaquée –reconnaissons que la propagande et l'historiographie communistes nous y ont incités- sur la société chinoise.

#### **4.- Rôle encore plus décisif des armes et du pouvoir.**

Quelque chose a joué un rôle encore plus décisif que le soutien des intellectuels et d'une partie de l'élite rurale : les armes et le pouvoir. Au début de la guerre sino-japonaise, l'invasion déclenche une vacance du pouvoir, puis comme les effectifs de l'armée nippone ne permettent pas d'occuper un pays aussi immense ni même d'établir un quadrillage tant soit peu serré, toutes sortes de forces militaires prolifèrent dans les interstices des lignes de communications tenues par l'occupant : guérilla nationaliste (le parti au pouvoir) ou communiste bien sûr, mais aussi d'autres troupes résistantes ou non, sectes ou sociétés secrètes, bandes de brigands, etc. Les communistes font alliance avec les commandants militaires qu'ils baptisent « éclairés » contre ceux qu'ils nomment « conservateurs », mais ces épithètes ne signifient rien d'autre que loyalistes (obéissant au pouvoir du Guomindang) pour les prétendus « conservateurs » et soucieux de préserver leur autonomie ou d'accroître leur autorité aux dépens de celle du pouvoir en place pour les « éclairés ».

Au total, intrigues, manipulation et batailles dirigées autant contre le rival nationaliste que contre l'ennemi japonais jouent un rôle plus décisif que la lutte des classes dans l'établissement, puis l'affermissement d'un pouvoir communiste local, puis régional. Ce n'est qu'une fois ce pouvoir consolidé que les communistes entreprennent de mobiliser les paysans de la région. Ne négligeons pas pour autant ces derniers : ils ont fini par jouer un rôle dans une révolution que Mao a définie à juste titre comme un combat prolongé.

#### **5.- Les masses se rallient pour survivre.**

Les paysans se rallient parfois aux communistes assez vite, voire très vite : sous l'emprise de la panique. Cause première de l'abstention paysanne, la peur du danger joue à l'occasion en sens inverse : elle incite les villageois à se regrouper sous la bannière communiste ou celle d'autres forces résistantes afin de ne pas rester sans défense face à un occupant qui n'en est pas à un incendie, un pillage ou un massacre près. Dans un premier temps, une minorité de villages

acceptent, parfois même sollicitent, l'écran protecteur de l'armée rouge : c'est par ce biais (survivre dans des conditions d'insécurité quotidienne) qu'ils absorbent, puis intériorisent la potion patriotique.

Mais ils l'absorbent à leur manière : à peine avalé, le breuvage devient moins patriotique que particulariste. Avant même de se réfugier auprès de résistants protecteurs, les paysans ont assez souvent redonné vie à leurs associations traditionnelles d'autodéfense, telles les « Ligues de villages » (*lianzhuanghui*, *supra* p. 3), qui résistent aux invasions de n'importe quel corps étranger : “ bandits, autres fédérations de villages, Huitième armée de route (communiste), Japonais... L'autodéfense locale signifie en ce cas particularisme et hostilité aux gens venus d'ailleurs, non mobilisation inspirée par une volonté de résistance ” (Hartford 1980, p. 119). Outre les Ligues de villages, les paysans raniment également des milices claniques, des sectes et des sociétés secrètes, autant d'organisations villageoises que les communistes s'efforcent d'infiltrer et de mobiliser, en se contentant de fournir l'encadrement. Les paysans sont disposés à coopérer aussi longtemps que les communistes emploient ces organisations à la fin même pour laquelle elles ont été conçues, à savoir l'autodéfense locale. Il est, en revanche, très difficile de les faire servir à la défense d'une base communiste toute entière : la solidarité est vive entre les membres, pauvres et riches, d'une communauté, mais partir guerroyer à cinquante ou cent kilomètres de chez soi pour porter secours à des “ étrangers ” est une toute autre affaire (Wou 1994, pp. 199-202 ; 230, 247 et 252).

En elle-même, la protection de paysans aux abois n'a pas procuré au PCC des gains comparables à ceux que sa politique agraire lui valut plus tard : “ dès que le parti commença à appliquer des mesures sociales en faveur des pauvres..., sa croissance dépassa rapidement tous les progrès qu'il avait pu accomplir auparavant en exploitant le besoin d'autodéfense des populations rurales ” (Paulson 1983, p. 355).

**6.- Plus sensibles aux avantages matériels qu'aux exhortations patriotiques, les paysans ne s'empressent pas pour autant de combattre l'exploitation sociale dont ils sont victimes.**

“ Un ensemble de facteurs – crainte des représailles exercées par les propriétaires fonciers, incertitude relative à l'avenir militaire du PCC, désir d'éviter les confrontations, persistance du paternalisme et du fatalisme, liens affectifs entre voisins ou membres d'un même clan- décourageait la majorité des fermiers d'agir contre leurs maîtres ” (Cheng Yung-fa 1986, p. 220). Nul doute que les deux premiers de ces facteurs ont été les plus décisifs. Ne

négligeons pas pour autant les autres, qui sont enracinés de longue date dans la mentalité et le comportement des villageois.

Il ne fallut, par exemple, pas moins de trois ans pour impliquer une majorité de fermiers du Huaibei (région située au nord du Fleuve Huai, dans l'est de la Chine) dans la politique de baisse des fermages. Pendant les deux premières années (1940-1942), un certain nombre de fermiers continuaient de remettre en cachette à leur propriétaire le complément de rente (la différence entre le loyer antérieur et le loyer réduit fixé par les communistes). La rupture ouverte entre fermiers et propriétaires ne se produisit qu'en 1943 (*ibid.*, p. 156). Entre 1940 et 1942, la politique communiste de baisse des loyers s'était heurtée à une double opposition : celle des propriétaires *et* celle des fermiers (*ibid.*, p. 157).

Paradoxalement, la réduction des fermages et des taux d'intérêt, qui représente l'axe de la réforme agraire modérée conduite par les communistes dans le cadre du Front uni, s'est avérée moins mobilisatrice que de simples mesures concrètes de lutte contre la corruption ou les abus de despotes locaux, en général plus haïs que les propriétaires fonciers. Des bénéfices tangibles changent quelquefois le comportement des paysans, mais de là à acquérir une véritable conscience de classe ! Ils rêvent de paix, d'ordre et de stabilité, non de révolution et encore moins d'en devenir les acteurs. La révolution ? Terme presque aussi opaque que "soviets", dont beaucoup de paysans croient que c'est le nom d'une ville. Dans leurs rêves les plus fous, ils espèrent plutôt que le salut viendra de héros légendaires, tels les cent huit brigands du *Shui Hu* (10). Conformément à cette tradition rendue familière par les conteurs et les représentations théâtrales, beaucoup voient dans le communisme une sorte de banditisme social et s'imaginent que les communistes sont des rebelles qui ont enfreint la loi et ont été acculés à prendre les armes contre l'autorité publique.

Pour les communistes, mobiliser les paysans ne représente qu'une première étape. Une tâche aussi délicate les attend : contenir et maintenir leur participation.

### **7.- Les paysans une fois mobilisés, il n'est pas facile de les contrôler.**

Chaque « meeting de lutte » (*douzheng huiyi*) est préparé avec soin par les agitateurs communistes, qui assignent à plusieurs activistes la tâche d'exposer les abus dont se sont rendus coupables ceux que le meeting va prendre pour cibles, puis de sangloter et de crier des slogans vengeurs destinés à susciter l'émotion et l'indignation de l'assistance. Assez souvent, ces mêmes agitateurs, dépassés par le succès de leur tactique, ne parviennent pas à calmer

(10) Célèbre roman de cape et d'épée, adapté en anglais par Pearl Buck sous le titre : *All men are brothers*

“ l’agitation de centaines ou de milliers de paysans oublieux de leur propre vulnérabilité et de toute retenue et qui se conduisent comme des personnes entièrement différentes ” (Chen Yung-fa, 1986, p. 187). Une fois qu’ils se sont exposés et ont attaqué en public leur maître ou leurs oppresseurs, certains paysans deviennent audacieux et agressifs, parfois même cruels et enragés.

La charge émotionnelle libérée durant un meeting de lutte peut expliquer ce changement d’attitude d’exploités longtemps soumis et silencieux, devenus “ tout d’un coup incapables de contenir leur indignation ” (*ibid.*). Mais même dans une ambiance plus calme, des paysans ni indignés ni furieux n’en modèrent pas pour autant leurs exigences. Si certains fermiers ont naguère versé secrètement à leur propriétaire un complément de rente désormais illicite, d’autres –ou les mêmes- refusent bientôt d’acquitter quelque rente que ce soit. Si bien que les cadres communistes doivent s’évertuer à empêcher les fermiers de payer d’abord plus, ensuite moins que le montant légal du loyer.

Persuadés d’être entrés dans une ère nouvelle, de nombreux paysans tentent d’extorquer plus que leur dû , ce qui ne fait pas l’affaire du pouvoir communiste, tenu (front uni oblige) de ménager les possédants patriotes. D’autres ou les mêmes savourent sans retenue une vengeance qui suggère que la déférence traditionnelle à l’égard de leur maître était pour le moins ambivalente : le paternalisme à la mode confucéenne peut dissimuler une féroce exploitation et susciter un ressentiment qui couve longtemps avant d’exploser. L’apparente contradiction entre soumission craintive et violence extrême s’explique elle aussi. La première va de soi : les pouvoirs passent, l’élite rurale reste. Pendant la guerre civile lorsque la “ campagne pour cacher le grain ” suggère un danger et un retour possible de l’armée nationaliste, un chef de village (activiste confirmé) négocie une promesse de protection en envoyant sa femme travailler gratuitement comme servante chez un propriétaire foncier. D’autres villageois se contentent qui de restituer objets ou vêtements à leur ancien propriétaire, qui de payer un fermage pour une terre confisquée échue en partage (Hinton 1971, p. 189 et 252).

La prudence qui retient de s’exposer ou incite à s’assurer la reconnaissance des puissants d’hier susceptibles de le redevenir et de se venger demain peut, en sens inverse, suggérer de s’acharner contre les victimes afin de les rendre incapables de riposter : “ enfonce la tête du chien qui se noie, si tu veux éviter qu’il bondisse hors de l’eau et te morde la main ”.(11). Voilà au moins une chose que le premier paysan venu peut enseigner à ses éducateurs en vulgate marxiste-léniniste : les impératifs élémentaires de la survie.

(11) Citation de Lu Xun, le plus grand écrivain chinois du XXe siècle.

## **8.- Et encore moins de les maintenir mobilisés.**

Le Parti ne combat pas toujours les « excès » des masses, car ils peuvent renforcer leur activisme et intimider les privilégiés récalcitrants. Outre le front uni, des circonstances particulières le contraignent cependant parfois à réfréner les exigences des paysans. A la suite d'une offensive de l'armée d'occupation, le Parti, soucieux de prévenir la fuite en masse des membres de l'élite rurale dans les zones, désormais très proches, occupées par l'ennemi, ainsi que les révélations et dénonciations qu'ils pourraient faire concernant l'identité des cadres et activistes, peut être amené à assouplir sa politique sociale au point de faire douter de sa volonté de réforme. « Pourquoi le parti évolue-t-il de plus en plus vers la droite ? », s'indignent de nombreux paysans, déjà rendus méfiants par la retraite de l'Armée rouge face à l'offensive japonaise : « ils ne sont pas capables d'assurer notre protection et en plus ils font le jeu de nos ennemis » (Hartford 1980, pp. 38, 263, 388 et 491).

La baisse phénoménale de la participation paysanne aussi bien du point de vue politique ou social que militaire (*ibid.*, p. 513) enregistrée entre la fin de 1940 et le début de 1943 dans une des principales bases communistes de Chine du Nord, résulte donc à la fois de la peur et de la méfiance : comme au tout début de l'implantation communiste, ce qui confirme la fragilité de la confiance accordée par les paysans à leurs nouveaux maîtres. L'accroissement conjugué du mécontentement et des risques démoralise tellement les « masses paysannes » que les autorités communistes leur demandent une collaboration chaque jour plus réduite. Elles s'appuient sur un petit nombre de membres du Parti et de miliciens éprouvés pour assurer la survie de la base : en ces années sombres du milieu de la guerre (l'équivalent de 1793 pour la révolution française), ce n'est plus « l'eau » (les masses) qui protège le poisson (les guérilleros), mais l'inverse, la sécurité de tous étant assurée par un très petit nombre de militants dévoués (*ibid.*, p. 594).

Ce noyau dur de membres du parti, d'activistes, de soldats et de miliciens était-il de bonne souche, entendons : majoritairement issu de la paysannerie pauvre ?

## **9.- Les activistes se recrutent plus parmi les jeunes que parmi les pauvres.**

Lorsque les communistes abordent un village ou un canton nouveau, une de leurs premières tâches consiste à en analyser la structure sociale afin d'identifier amis et ennemis virtuels. Néanmoins quand ils entreprennent à des fins pratiques de répartir les paysans en quatre grandes catégories : « activistes, paysans ordinaires, paysans arriérés, chiens de garde des propriétaires fonciers » (Chen Yung-fa 1986 , p. 183), ils les classent en fonction de leur attitude individuelle, non de leur appartenance sociale. De fait, ils n'ont pas plus de succès auprès des

pauvres que des moins pauvres. Ce n'est qu'après des déclassés qu'ils rencontrent initialement un accueil plus favorable, mais ce sont des recrues moins fiables : disponibles pour participer, moyennant finances ou subsistances, à une embuscade, un coup de main ou la dénonciation publique d'un notable local, ils demeurent souvent prêts à se vendre au plus offrant. Au début, les adhésions sont si rares que le Parti accepte sans discrimination quiconque veut le rejoindre. Dès qu'il peut se montrer plus sélectif, il épure ses rangs de déclassés, vagabonds et brigands au loyalisme suspect, à l'occasion en les exécutant.

Parmi les paysans proprement dits (à l'exclusion du Lumpenproletariat), on compte néanmoins à la fin de la guerre plus de pauvres que de riches parmi les miliciens et soldats de l'Armée rouge d'une part, les cadres communistes locaux d'autre part : c'est la conséquence d'un choix délibéré du P.C., peu soucieux de confier un fusil ou des responsabilités à des gens de « mauvaise » origine sociale, qui risquent de faire défection une fois que la politique sociale du Parti se radicalisera. Il a été trop heureux de faire appel à eux quand les adhésions étaient rares, mais une fois solidement implanté dans une région donnée, sous un prétexte ou un autre, il purge ses rangs des privilégiés « suspects », y compris d'intellectuels qui ont compté au nombre de ses premières recrues. Ce n'est donc pas une logique inscrite dans les clivages sociaux préexistants qui rend compte de la composition sociale finale (en 1945) du PC et de ses organes annexes.

Pauvres, moyens ou aisés, les paysans de quarante ans ou plus obéissent, mais très peu d'entre eux deviennent activistes. Favorisé certes lui aussi par les communistes, qui ont besoin de soldats et miliciens en bonne condition physique, l'âge représente un critère d'adhésion révolutionnaire beaucoup plus décisif que l'origine sociale. Ce point est aussi important que tout ce qui précède, mais ne requiert pas de longs développements, car sources et études unanimes soulignent ou illustrent le fossé entre générations.

#### **10.- Echange et obéissance.**

L'engagement, voire la dévotion d'une petite minorité de paysans ne suffisent pas. Il faut recruter des conscrits au-delà des limites de cette minorité et convaincre la majorité de contribuer de son argent (ou de ses grains) et de son travail au budget de la base communiste et à la poursuite de la guerre. Contribuables et corvéables maugréent, mais acquiescent d'abord parce qu'ils n'ont pas le choix, ensuite en considération des bénéfices tangibles que le PC leur dispense. Baptisons donc cette ultime remarque « échange et obéissance » (12), échange inégal (les avantages escomptés ou reçus ne compensent pas les risques) incapable de rallier à lui seul

(10) Sur échange et participation politique des paysans, cf. Migdal 1974, pp. 218-220.

une majorité de paysans, contraints d'obéir au nouveau pouvoir régional dont ils ont appris à redouter l'inquisition tatillonne et les sanctions. Il semble bien en définitive que les communistes ont construit leur victoire en milieu rural sans obtenir le soutien de la majorité des paysans. Cette majorité s'est contentée d'obéir, une infime minorité de jeunes paysans a pu constituer un noyau dur de convaincus inconditionnels. Entre les deux, une minorité moins réduite a pu être sensible à l'échange, autrement dit apporter un soutien occasionnel aux communistes dès lors qu'une de leurs politiques les favorise.

Distinguer entre le soutien dévoué d'une minorité et la participation plus ou moins contrainte (l'obéissance) ou intéressée (l'échange) des autres ne revient à prétendre ni que les communistes ont accru leur pouvoir et construit leur victoire en recourant uniquement à la force et à la ruse, ni que tout se valait aux yeux des paysans. A elles seules, les explosions incontrôlées de rage évoquées dans la remarque n° 7 révèlent l'acuité des tensions sociales dissimulées derrière la façade des bons sentiments (*ganqing*) ou le prêchi-prêcha des homélies confucéennes. Les communistes ont réussi à exploiter ces tensions, ils ne les ont pas suscitées.

## X

Ils ne les ont pas résolues non plus. Le prêchi-prêcha maoïste a détrôné le canon confucéen, mais l'exploitation des plus pauvres (les paysans) a continué. Elle s'est même intensifiée du vivant de Mao, à l'époque où les discours sanctifiant les déshérités et l'aide qu'on est tenu de leur apporter était le plus intransigeant. Contraints de financer l'essentiel de l'accumulation primitive, les paysans ont été maintenus dans la misère jusqu'au moment où la révolution a renoncé au dogme égalitaire (bafoué dans les faits) pour entreprendre une tâche plus banale, mais non moins nécessaire : moderniser un continent arriéré. Paradoxe apparent, le mouvement paysan, quasi inexistant à l'ère de la révolution pure et dure (les trois premières décennies du régime), a refait surface au moment même où les paysans devenaient mieux (mais toujours mal) traités. Et il est en pleine expansion aujourd'hui, au point d'éclipser celui de la première moitié du XXe siècle, étudié dans ce papier.

Ce paradoxe n'en est bien sûr pas un : c'est le caractère plus ou moins dictatorial du régime qui interdisait toute action collective sous Mao et les tolère aujourd'hui. Le totalitarisme maoïste ne permettait guère que les « formes de résistance quotidienne » (Scott), le réformisme officiel (*gaige*) qui lui a succédé a rendu possible le retour aux mouvements « réactifs » (Tilly) de naguère (première moitié du XXe siècle). Je dis « retour », car la continuité est frappante entre les deux périodes, par delà le terrible blanc maoïste : mêmes actions « spontanées », locales, non coordonnées, provoquées par des griefs et poursuivant des objectifs eux-mêmes concrets, locaux, particularistes. Avec toujours la même cible privilégiée : le fisc.



Les choses sont cependant en train de changer, depuis une décennie tout au plus. Quelques actions coordonnées apparaissent, d'autres cibles que l'impôt sont de plus en plus fréquemment visées, des slogans et revendications politiques commencent à supplanter les motifs et objectifs spécifiques et locaux des deux décennies qui ont suivi la mort de Mao. Ce qui a rendu possible ce « progrès », c'est d'abord l'évolution du régime (toujours despotique, mais moins répressif) et ses succès... dans l'ordre de la modernisation. Les paysans sont aujourd'hui mieux informés des conditions de vie en ville et à l'étranger, ils peuvent circuler, communiquer et une minorité au moins des villageois connaissent assez bien les directives officielles et les principes dont se réclame le régime pour les opposer au traitement effectif des « masses paysannes » par les cadres communistes de base.

Quelles que soient les causes des transformations récentes, nous assistons à l'émergence d'un mouvement social qui autorisera, espérons-le, des conclusions moins négatives que celles que j'ai cru devoir tirer de la période antérieure : un mouvement social omniprésent, mais modeste par rapport aux iniquités subies par les paysans, dont la capacité d'endurance excédait largement la capacité politique que leur assignaient les révolutionnaires. Ces derniers ont « fabriqué » la révolution (Chen Yung-fa) en exploitant la misère paysanne. Le pouvoir conquis, ils ne se sont pas pressés de réduire cette misère : ils commencent à la réduire, après trois décennies gâchées. Cette réduction tardive fut d'abord une condition, avant de devenir le corollaire d'une autre réduction : celle du retard de la Chine. C'est ce dernier objectif qui a été à l'origine de la vocation révolutionnaire des chefs communistes et les a conduits, dans un second temps, à s'intéresser aux masses paysannes, à la fois boulet (si on ne les transforme pas, on ne peut sauver la Chine) et atout (grâce à leur nombre et leur misère, censée faire d'eux des révolutionnaires potentiels).

Nous ne sommes pas tenus d'épouser les vues et aspirations de révolutionnaires devenus communistes par nationalisme. Pas davantage d'exalter de façon unilatérale le mouvement social : la défense légitime des intérêts des acteurs sociaux peut s'opposer à l'intérêt général, fût-il comme dans ce papier et souvent dans les faits ravalé au rang de l'intérêt national. C'est ce qu'illustre entre autres cas l'opposition paysanne à la modernisation d'un pays arriéré. A court terme, les réformes de la fin de l'Empire chinois lèsent ou menacent les intérêts de nombreux villageois. A long terme, ceux-ci bénéficient, comme le pays tout entier, d'une modernisation longtemps retardée. Ils prennent aujourd'hui d'assaut (pour voyager à bon marché) les trains que leurs ancêtres maudissaient (comme nouveauté étrangère) et sabotaient voici un siècle.

Même dans le cas le plus surprenant (la modernisation avortée de la sériciculture) les éleveurs de vers à soie avaient de fort bonnes raisons d'agir comme ils l'ont fait. Leur extrême

pauvreté les faisait rechigner devant la dépense la plus minime. Les autorités auraient été mieux inspirées de distribuer gratuitement l'espèce améliorée d'œufs de vers à soie, au lieu de la vendre à prix coûtant (elles avaient elles-mêmes leur raison : les disponibilités budgétaires réduites d'un pays pauvre, contraint d'investir prioritairement dans l'armée, impérialisme oblige). Elles auraient de même dû prendre le temps de trouver des relais au sein de la société rurale : des notables locaux, qu'il eût fallu d'abord convaincre, de préférence aux agronomes venus d'ailleurs et perçus comme des technocrates. Nullement hostiles aux innovations, les cultivateurs chinois ont souvent (et encore tout récemment) fait preuve d'un pragmatisme avisé, tempéré par une prudence fort compréhensive. Ils sont certes plus enclins à rechercher les gains immédiats que les améliorations à long terme, car l'expérience sous la forme de facteurs qu'ils ne contrôlent pas, tels la météorologie et le cours des produits agricoles, leur a enseigné de ne pas multiplier les investissements hasardeux.

S'efforcer de comprendre les paysans n'implique pas de leur donner toujours raison. A côté des stations modèles de sériciculture, les écoles font à nouveau en 1933 les frais de l'ère villageoise : peut-être parce que les écoles sont censées avoir formé les technocrates honnis, peut-être aussi à cause d'un ressentiment plus général à l'égard des gens éduqués. Comme un quart de siècle auparavant, les intellectuels ruraux demeurent la cible privilégiée des émeutiers villageois. Premières victimes d'une ignorance dont ils ne sont nullement responsables (ils n'ont pas accès à l'éducation, alors réservée à une minorité de privilégiés), ces derniers n'en sont cependant pas les seules victimes : leur pays en pâtit aussi.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

*Anyang XZ*, Henan, 1990, Pékin, Zhongguo qingnian.

Archives du Guomindang : Zhongguo guomindang dangshihui dang'an (Archives du Comité d'Histoire du Guomindang), Taipei.

*AT* (Annuaire du Travail) : voir *ZHONGGUO LAODONG NIANJIAN*

AVERILL, Stephen, 1994, « The Origins of the Communist Movement in Jiangxi Province », conférence à l'EHESS, Paris, mai.

BENTON, Gregor, 1999, *New Fourth Army : Communist Resistance Along the Yangtze and the Huai, 1938-1941*, Richmond, Surrey, Curzon Press.

BIANCO, Lucien, avec la collaboration de HUA Chang-Ming, *Jacqueries et révolution dans la Chine du XXe siècle*, 2005, Editions de La Martinière.

- , 2001, *Peasants Without The Party: Grass-roots Movements in Twentieth-Century China*, Armonk, N.Y., M.E. Sharpe.
- et Yves CHEVRIER éd., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international : la Chine*, 1985, Paris, Editions Ouvrières et Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques.
- CHANG Kuo-t'ao, 1972, *The Rise of the Chinese Communist Party*, , 2 vol. , 1921- 1927 et 1928-1938, Lawrence, The University Press of Kansas.
- CHEN Yaolun, 1963, « Xikang yapien liudu zaocheng Yingjing shibian jingguo ( L'incident de Yinjing provoqué par le trafic de l'opium du Xikang) », *WSZL* (édition nationale), vol. 33, pp. 174-186.
- CHEN, Yung-fa, 1986, *Making Revolution : The Communist Movement in Eastern and Central China, 1937-1945*, Berkeley, University of California Press
- DAI WEN, 1957, *Jiangzhou huonan* (L'incendie de Jiangzhou), Nankin, Jiangsu renmin.
- DFZZ: voir *Dongfang zazhi*.
- DING Changqing éd., 1990, *Minguo yanwu shigao* (Aperçu historique sur les affaires du sel sous la République), Pékin, Renmin.
- Dongfang zazhi* (sous-titre anglais : *The Eastern Miscellany*), mensuel, Shanghai (depuis 1904).
- ESHERICK, JOSEPH W., 2000, « Revolution in a 'Feudal Fortress' : Yangjiagou, Mizhi County, Shaanxi, 1937-1948 », in FENG Chongyi et David S.G. GOODMAN, ed. *North China at War. The Social Ecology of Revolution, 1937-1945*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers
- HARTFORD, Kathleen J, 1980, « Step by Step : Reform, Resistance, and Revolution in Chin-Ch'a-Chi Border Region, 1937-1945 », Ph.D., Stanford University.
- HE Chengjun, 1986, *He Chengjun jianjun zhanshi riji* (Journal de guerre du général He Chengjun), Taipei, Zhuanji wenxue.
- HINTON, William, 1971, *Fanshen. La révolution communiste dans un village chinois*, Paris, Plon.(traduction de *Fanshen, A Documentary of Revolution in a Chinese Village*, NY, Monthly Review Press, 1966),
- HU, Hsien-chin, 1948, *The Common Descent Group in China and its Functions*, New York :Ralph Linton.
- HU Jianguo, 1995, « Kangzhan shiqi Ebei wuzhanqu junliang gongxu luelun » (Brève histoire du ravitaillement en grains des armées de la cinquième zone de guerre au nord du Hubei pendant la guerre sino-japonaise), *Kangzhan jianguo ji Taiwan guangfu Zhonghua minguoshi zhuanji disanjie taolunhui lunwen* (Recueil des communications présentées à la 3<sup>e</sup> Conférence sur la construction du pays pendant la guerre de résistance contre le Japon et le recouvrement de Taiwan), Taipei.
- JIANG Zhiliang, 1988, "Huoshao Zhendongshi" (Feu sur la ville de Zhendong), 9 p.(conférence à l' EHESS).
- Liping XZ*, Guizhou ,1989, Guiyang, Bashu shushe
- MENG Yu, (pseudonyme), 1936. "Daishan yanmin yumin fengchao de qianhou" (Avant et après la révolte des producteurs de sel et des pêcheurs à Daishan), *Zhongguo nongcun*, vol. 2, n° 9, septembre, pp. 69-73.
- MIGDAL, Joel, S., 1974, *Peasants, politics and revolution : pressures towards political and social changes in the Third World*, Princeton, Princeton University Press.
- Ningbo ribao*, 1936, (Le Quotidien de Ningbao), juillet.
- PAULSON, David, Mark, 1982, « War and Revolution in North China : The Shandong Base Area, 1937-1945 », Ph. D., Stanford University.
- PRAZNIAK, Roxann, 1999, *Of Camel Kings and Other Things : Rural Rebels against Modernity in Late Imperial China*, Lanham, Maryland : Rowman & Littlefield,.
- Qinhuangdao WSZL*, Hebei, vol. 1, 1987.

- SCOTT, James C, 1989, « Everyday Forms of Peasant Resistance », in COLBURN, Forrest D.éd., *Everyday Forms of Peasant Resistance*, Armonk, NY, M.E.Sharpe, pp. 3-32.
- , 1985, *Weapons of the Weak, Evereday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press.
- Shenbao*,XX (le plus célèbre quotidien chinois, fondé en 1872), Shanghai.
- SHENG Dan (pseudonyme ?),1936, “Daishan de yuyanmin” (Pêcheurs et saliniers de Daishan) , *Guangming*, vol. 1, n°8, 25 septembre, pp.514-17.
- Suizhou Shi WSZL*, Hubei, vol. 1, 1988.
- Taihu WSZL*, Anhui, vol. 1, 1985
- THAXTON, Ralph, A., Jr, 1997, *Salt of the Earth, The Political Origins of Peasant Protest and Communist Revolution in China*, Berkeley, University of California Press.
- USDS : United States, Department of State, archives du Département d’Etat, Washington, D.C.
- WOU, Odoric Y. K., 1994, *Mobilizing the Masses : Building Revolution in Henan*, Stanford, Stanford University Press
- WSZL* et *WSZLXJ* : abréviations de *Wenshi ziliao* et *Wenshi ziliao xuanji* ( Collection de Documents culturels et historiques, en majorité consacrés à une sous-préfecture).
- XZ* : abréviation de *Xianzhi*, monographie locale consacrée à une sous-préfecture.
- ZHANG Hongxiang et WANG Xuan, 1993, « Lüelun kangzhan chuqi Jizhongqu de lianzhuanghui he huimen wuzhuang » (Brève discussion des forces armées des fédérations de villages et des sectes dans la zone centrale du Hebei au début de la guerre sino-japonaise) in *Zhongwai xuezhi lun kangRi genjudi : Nankai daxue di erjie Zhongguo kangRi genjudi shi guoji xueshu taolunhui lunwenji* (Les bases antijaponaises d’après les études de chercheurs chinois et étrangers : Recueil des communications des chercheurs internationaux à la deuxième Conférence de l’Université Nankai sur l’histoire des bases chinoises de résistance au Japon), édité par Nankai daxue lishixi et Zhongguo jinxiandaishi jiaoyan she (Département d’Histoire de l’Université Nankai et Association d’enseignement et de recherche sur l’histoire moderne et contemporaine de la Chine), Pékin, Dang’an, pp. 491-500
- ZHANG Zhenhe et DING Yuanying, 1982-1983. “Qingmo minbian nianbiao” (Annales des troubles populaires à la fin des Qing), *Jindaishi ziliao*, n° 49 (1982), pp. 108-181 et 50 (1983), pp. 77-121.
- ZHONGGUO DIYI LISHI DANG’AN GUAN, BEIJING SHIFAN DAXUE LISHI XI (Archives historiques n° 1 et Faculté d’Histoire de l’Ecole normale supérieure de Pékin), comp., 1985, *Xinhai geming qian shinian jian minbian dang’an shiliao* (Matériaux d’archives sur les révoltes populaires durant la décennie qui a précédé la révolution de 1911) 2 vols., Pékin, Zhonghua shuju. XX
- Zhongguo laodong nianjian* (Annuaire chinois du Travail), vol. 1 à 4, 1928-1934., Pékin, compilés par TAO Menghe (L.K. Tao).
- Zhongjiang WSZLXJ*, Sichuan, vol. 4, 1986.

Lucien BIANCO, directeur d’études émérite, EHES, S  
 Les Aires, 04300 Dauphin, France.  
 04 92 79 51 05  
 lucien.bianco@wanadoo.fr

## **ABSTRACT**

### **Peasant movements and political change in China during the first half of the 20<sup>th</sup> century**

During the first half of the twentieth century, non-Communist peasant movements were common, even endemic in China, but small-scale and weak. They were as a rule quickly suppressed and represented for successive governments less a threat than an indication of widespread grievances among the peasantry. Few peasant actions exhibited a notable degree of class consciousness, more of them thwarted overdue modernizing reforms. In the end, intellectuals playing the role of Lenin's professional revolutionaries succeeded in promoting political change by mobilizing peasants. Whatever political change was achieved by revolutionary leaders did not benefit peasants, who were twice used as tools. First, their widespread and thoroughly vindicated discontent helped the revolutionaries to win power, then their labor financed the "primitive accumulation" of a poor country.

## **RESUME**

### **Mouvements paysans et changement politique en Chine pendant la première moitié du XXe siècle.**

Pendant la première moitié du XXe siècle en Chine, les mouvements paysans non communistes sont communs, voire endémiques, mais de faible envergure et peu dangereux pour l'ordre établi. En général vite et aisément réprimés, ils représentent pour les autorités moins une menace que le signe du mécontentement profond de la paysannerie. Peu d'actions expriment une véritable conscience de classe, un plus grand nombre entravent ou retardent la modernisation d'un pays qui en a grand besoin. Les intellectuels révolutionnaires finissent néanmoins par promouvoir le changement politique en mobilisant les paysans, entreprise d'autant plus difficile que les paysans s'avèrent très différents des clichés qui les dépeignent dans la littérature révolutionnaire. Le changement politique obtenu par les « révolutionnaires professionnels » (Lénine) n'a profité aux paysans qu'indirectement et à long terme. Ceux-ci ont été deux fois utilisés comme outils : de la conquête du pouvoir grâce à l'exploitation de leur mécontentement, de l'accumulation primitive ensuite grâce à leur travail très mal rémunéré.